

# METTRE L'ARGENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN, VOILÀ NOTRE BUDGET !



## + 12,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux que nous annulons

**+ 3,2 milliards d'euros**

Suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune



**+ 1,2 milliard d'euros**

Baisse du taux sur l'impôt sur les sociétés

**+ 1,9 milliards d'euros**

Mise en place de la Taxe unique à 30%



**+ 0,1 milliard d'euros**

Suppression de la taxe sur les salaires de plus de 152 000€/an

**+ 2 milliards d'euros**

Baisse de la Taxe sur les Transactions Financières



**+ 4 milliards d'euros**

Renforcement du budget pour l'arme nucléaire

## Nos choix fiscaux : un meilleur partage des richesses

**+ 28 milliards d'euros**

Suppression du CICE et des niches fiscales inefficaces (CICE=400 000€ par emploi créé ou sauvé)

**+ 7 milliards d'euros**

Plan national de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (30 à 40 milliards sur 5 ans)

**+ 6 milliards d'euros**

Taxe sur le chiffre d'affaires des grands groupes

**+ 5,8 milliards d'euros**

Renforcement de la fiscalité sur les dividendes et les revenus financiers



**+ 1,8 milliard d'euros**

Mise en place d'un impôt sur les géants du numérique

## Pour l'emploi

Dans le budget 2018, nous proposons d'investir dans les services publics, l'éducation, la santé, le logement, les transports mais aussi dans des services de proximité tels que ceux de la CARSAT, de la CAF, de la CPAM, de la Trésorerie municipale, de La Poste...

Nous demandons la pérennisation des contrats aidés en donnant les moyens aux communes, aux écoles, aux associations de financer durablement ces contrats pour les sortir de la précarité.

Nous faisons de l'industrie une priorité en soutenant les grands projets d'infrastructures et en prenant part au capital d'entreprises stratégiques (banques, énergie, eau, transports...)

## Pour la justice fiscale

Au lieu de suivre les cures d'austérité imposées par la Commission européenne, nous ferons d'autres choix, en préférant taxer les entreprises qui distribuent des dividendes et spéculent en Bourse plutôt que celles qui investissent et créent de l'emploi.

Nous nous attaquerons enfin au fléau de l'évasion fiscale et condamnerons sévèrement les tricheurs. Nous mettrons en place une taxe sur les multinationales du numérique (GAFA) et une banque publique pour soutenir les collectivités, la ruralité et la transition écologique.


## Pour le pouvoir d'achat

Pour rendre du pouvoir d'achat aux françaises et aux français, nous proposons de baisser la TVA et de rétablir une juste rémunération du travail, avec une échelle d'écart des salaires de 1 à 20, en commençant par augmenter le SMIC et les plus petits salaires de la fonction publique.

Nous augmenterons les pensions afin qu'elles atteignent le seuil minimum de 1 000 euros d'ici 2022. Nous proposons enfin de rétablir la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs.

## POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS CONCITOYENS :


 **28 milliards d'euros** pour le **pouvoir d'achat** : annulation de la hausse de la CSG, **baisse de la TVA, rétablissement de la demi-part des veuves et veufs.**

 **10 milliards d'euros** : 8 Mds pour un plan de soutien aux **TPE, PME, l'Artisanat, l'Industrie** en contrepartie d'engagements pour l'emploi et l'investissement ; 2 Mds pour les **grands projets** (10 Mds sur 5 ans).

 **6,5 milliards d'euros** pour les **hôpitaux** et la **Sécurité sociale** afin de protéger la santé de nos concitoyens. **Objectif** : aller vers la couverture des soins à 100% par la Sécurité sociale.

 **5 milliards d'euros** en faveur d'un grand plan pour **l'école** et **l'éducation** afin de préparer l'avenir.

 **3 milliards d'euros** pour nos **collectivités** et les **services publics** (10 Mds sur 5 ans).

 **2,5 milliards d'euros** pour accompagner **les agricultrices** et **les agriculteurs**, protéger **l'environnement** et améliorer les **transports publics** (10 milliards sur 5 ans).

 **2,5 milliards d'euros** pour un pacte pour le **logement** (APL, rénovation, construction).

 **2 milliards d'euros** pour financer la hausse du point d'indice des **fonctionnaires**.

 **1,5 milliard d'euros** pour le développement du **très haut débit**.